Économie 5

Changement climatique/Forum national d'information sur les émissions issues de la déforestation (REDD+)

L'état des lieux au Gabon

Innocent M'BADOUMA

Libreville/Gabon

Informer, sensibiliser et renforcer les capacités de la
société civile des acteurs
non-étatiques dans la lutte
contre les changements climatiques par la connaissance du REDD+. Tel était
l'objet du Forum qui s'est
tenu samedi dernier sur le
sujet. Au Conseil économique, social et environnemental.

Le réseau des Organisations de la société civile pour l'économie verte en Afrique centrale (ROSCE-VAC) en partenariat avec l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (Pcja Gabon), a organisé un Forum national d'information des acteurs de la société civile gabonaise sur l'Etat de lieux de la REDD+ au Gabon.

La REDD+, c'est la réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation des forêts. "Quand on voit les sources des émissions des gaz à effets de serre dans les pays d'Afrique centrale, la déforestation contribue à hau-



teur de 20% dans ces émissions des gaz à effet de serre dans le monde", a expliqué Honoré Tabuna, expert biodiversité de l'Afrique centrale.

Pour Nicaise Moulombi, 2e vice-président du CESE, ce forum est une réponse du Conseil économique, social et environnemental, à la sollicitude de la Société civile. Laquelle a souhaité que les travaux sur le processus REDD+ se tienne dans les locaux du CESE. Lors de sa dernière session, " le CESE avait travaillé sur le thème du financement de l'environnement ". Pour Nicaise

Moulombi, le REDD+ a un lien étroit avec la politique gouvernementale de certification accélérée du bois. Des échanges entre acteurs de la société civile et le Conseil économique et social et environnemental, " peuvent émerger des questions de la cité, les questions en lien avec un

impact social fort pour que nous puissions envoyer des recommandations au gouvernement", a déclaré M. Moulombi. Si la REDD+ vise la maîtrise de la déforestation, la question est de savoir

comment concilier les be-

soins de développement

du pays en industrie et la conservation. Honoré Tabuna estime que cela est possible, que le Plan national d'affectation des terres est un outil pour concilier cette contradiction. Ce Plan liste les zones affectées à la coupe du bois, les écorégions dédiées aux autres activités économiques. " Et c'est ça justement que nous sommes entrain de chercher à travers la REDD+, à travers l'agroforesterie, l'agriculture intelligente, etc", a répondu Honoré Tabuna.

L'expert en biodiversité et

économie verte n'hésite

pas à citer la valorisation

des savanes par l'industrie du palmier à huile. " *Cela a* permis de limiter la déforestation ".

A noter que le REDD+ n'est pas nouveau. Le Gabon et sa société civile s'étaient déjà investis dans ce processus lors du premier quinquennat des années 2000. Répondant à notre question, le 2 è viceprésident du CESE rétorque que le Gabon ne tourne pas en rond depuis quinze ans. " Le Gabon a été l'un des premiers pays identifiés par la communauté internationale pour accéder au processus REDD+. Le Gabon s'était rendu compte qu'il était allé très vite et avait besoin d'avoir une connaissance réelle de sa biodiversité et la maîtrise scientifique de son territoire. Le Gabon s'était ainsi retiré du processus REDD+ et des études ont été lancées", a-t-il soutenu.

Comme le pays dispose désormais d'un Plan d'affectation de terre, d'un Plan climat, il peut revenir au processus REDD+." Par ce forum, la société civile se prépare, de son côté, à ce retour du pays dans cette initiative de réduction des émissions des carbones", at-il conclu.



Photo de famille après l'ouverture des travaux.

